

Conflans Sainte-Honorine : un homme décapité, le parquet antiterroriste saisi

INFOGRAPHIE - Les faits se sont déroulés vendredi vers 17h à Conflans Sainte-Honorine dans les Yvelines.

Par **Christophe Cornevin** et **Angélique Négroni**

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 16 min



Les faits se sont déroulés vers 17h, près d'un établissement scolaire. *khunta - stock.adobe.com*

La folie islamiste vient de franchir un nouveau stade dans l'horreur. Pour, semble-t-il, avoir montré des caricatures de Mahomet en classe dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression, un professeur d'histoire a été décapité au cri d'« Allah akbar » devant son collège des Yvelines, vendredi 16 octobre, à la veille des vacances de la Toussaint.

Le parquet antiterroriste s'est saisi de l'affaire : l'enquête a été ouverte pour «assassinat en relation avec une entreprise terroriste» et «association de malfaiteurs terroriste criminelle».

À voir aussi - Le parquet antiterroriste saisi après la découverte d'un homme décapité en région parisienne

« **Agressif et menaçant** »

Selon les premiers éléments de l'enquête, la tragédie a éclaté en fin d'après midi à proximité d'un établissement scolaire. Vers 17 heures, à Éragny (Val-d'Oise), un équipage de la brigade anticriminalité de Conflans-Sainte-Honorine a été appelé pour un individu suspect rôdant autour d'un établissement scolaire et portant un couteau. Quand les policiers lui ont demandé de mettre à terre son arme, ce dernier a refusé. « Agressif et menaçant », il a été grièvement blessé par les policiers qui ont dégainé leur arme de service. Sur place, à 200 mètres du terroriste présumé, ils ont découvert le corps du professeur décapité.

Les fonctionnaires ne peuvent pas s'approcher du terroriste, qui pourrait être un parent d'élève, car celui-ci serait porteur d'un gilet explosif. Peu avant 20 heures, une opération de déminage était toujours en cours. Un périmètre de sécurité a été installé.

Depuis Rabat, au Maroc, où il est en déplacement, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, s'est entretenu d'urgence avec le président de la République et le premier ministre. Il a décidé de rentrer en urgence en France.

Menace «endogène»

Cet attentat est le 33e qui a visé la France depuis 2017. Une fois encore, cette scène de barbarie aux portes de Paris met en scène une menace « endogène » qui tenaille la France, émanant d'individus passant à l'action en suivant la propagande de Daech et en utilisant aussi des « tutoriels » diffusés sur internet, notamment sur la confection d'engins explosifs. Pierre de Bousquet de Florian a expliqué qu'une partie de ces terroristes étaient des « frustrés du djihad » n'ayant pu rejoindre Daech. Preuve de la menace, 800 individus avec ce profil sont aujourd'hui surveillés en France par les services de renseignement.

Une attaque similaire s'était déjà produite à Saint-Quentin-Fallavier dans l'Isère le 26 juin 2015. Employé d'une entreprise, Yassin Salhi, 35 ans, qui s'était emparé de drapeaux de Daech, avait décapité son patron, Hervé Cornara. La tête avait été retrouvée accrochée au grillage de l'usine. L'individu aurait ensuite ouvert des bonbonnes de gaz pour provoquer une explosion dans l'usine de gaz chimique Air Products, avant de se faire interpellé par un pompier. Arrêté sur place, l'homme se suicidera en prison le soir du 22 décembre 2015.